

Commission des Pétitions

Procès-verbal de la réunion du 7 mai 2025

Ordre du jour :

- 1. Adoption des projets de procès-verbal des réunions des 5 et 26 février et du 12 mars 2025 ainsi que des réunions jointes du 28 janvier et 26 mars 2025**
- 2. Adoption de l'Addendum (suivi des pétitions en cours d'instruction)**
- 3. Analyse de demandes de pétition ordinaire et publique**
- 4. Divers**

*

Présents : Mme Barbara Agostino, Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. Maurice Bauer, M. Gilles Baum (remplaçant M. André Bauler), Mme Liz Braz, Mme Corinne Cahen, Mme Francine Closener, M. Paul Galles, M. Marc Goergen, M. Dan Hardy, Mme Mandy Minella, Mme Nathalie Morgenthaler, M. Ben Polidori, M. Jean-Paul Schaaf, M. Meris Sehovic

Mme Roberta Pinto, Mme Nathalie Cailteux, du Service des commissions de l'Administration parlementaire

Excusés : M. André Bauler
M. David Wagner, observateur délégué

*

Présidence : Mme Francine Closener, Présidente de la Commission

*

- 1. Adoption des projets de procès-verbal des réunions des 5 et 26 février et du 12 mars 2025 ainsi que des réunions jointes du 28 janvier et 26 mars 2025**

Les projets de procès-verbal sous rubrique obtiennent l'accord unanime des membres de la Commission des Pétitions.

- 2. Adoption de l'Addendum (suivi des pétitions en cours d'instruction)**

- 29 validations de signatures dont le seuil de signatures n'est pas atteint**

La Commission des Pétitions procède à la validation des signatures des pétitions suivantes :

- Pétition publique 3471 - *Reconnaissance des jeunes adultes handicapés comme enfants à charge avec maintien des allocations familiales jusqu'à 25 ans en complément du revenu pour personnes gravement handicapées*

Signatures : 109

Doublons : 3

- Pétition publique 3502 - *Liberté, Santé et Dignité : Pour l'accès gratuit aux protections périodiques et aux préservatifs masculins.*

Signatures : 69

Doublons : 0

- Pétition publique 3503 - *Établir une commission indépendante chargée de traiter les cas de harcèlement moral et sexuel au sein de la fonction publique au Luxembourg.*

Signatures : 202

Doublons : 1

- Pétition publique 3507 - *Pétition pour interdire les vols de nuit (22h-6h) à Luxembourg, y compris les vols cargo*

Signatures : 1349

Doublons : 29

- Pétition publique 3508 - *Für ein Anmelderecht in einem Hotel oder Camping*

Signatures : 72

Doublons : 1

- Pétition publique 3511 - *"Avertissement taxé" der Geschwindigkeit angepasst*

Signatures : 77

Doublons : 1

- Pétition publique 3522 - *Développer des Infrastructures de Volleyball Indoor pour Tous au Luxembourg*

Signatures : 6

Doublons : 0

- Pétition publique 3526 - *Salaires parentaux pour le renforcement des familles au Luxembourg*

Signatures : 1601

Doublons : 37

- Pétition publique 3527 - *Erweiterte Maßnahmen gegen Vermüllung von Straßen und Wiesen (Sustainable development goal 15 Leben an Land) / Élargir les mesures contre le littering (Objectif de développement durable 15 Vie terrestre)*

Signatures : 554

Doublons : 9

- Pétition publique 3530 - *Oofschaafen vum Chèque service fier Leit dei net schaffen*

Signatures : 260

Doublons : 9

- Pétition publique 3532 - *Pflicht alle 10 Jahre nach Führerscheinerhalt zur praktischen Übung in Colmar-Berg zum centre de conducteur de formation teilzunehmen.*

Signatures : 65

Doublons : 1

- Pétition publique 3534 - *Réduction des couts de recharge des voitures électriques*

Signatures : 169

Doublons : 7

- Pétition publique 3535 - *Introduction de l'éducation aux médias : une matière scolaire clé pour préparer nos jeunes au monde numérique, dès le primaire jusqu'au lycée.*

Signatures : 75

Doublons : 1

- Pétition publique 3544 - *Permettre aux partenaires enregistrés d'obtenir la nationalité luxembourgeoise par option au même titre que les couples mariés*

Signatures : 26

Doublons : 0

- Pétition publique 3547 - *Limitatioun vum Effektiv vun de Schoukllassen op 24 Schüler/innen*

Signatures : 518

Doublons : 5

- Pétition publique 3560 - *Mieux accompagner la santé physique et psychique des demandeurs d'emploi*

Signatures : 49

Doublons : 5

- Pétition publique 3464 - *Pour la reconnaissance du permis B100 - 125cm3 à l'étranger*

Signatures : 37

Doublons : 0

- Pétition publique 3469 - *Bausparvertrag (contrat d'épargne-logement) : possibilité d'en faire bénéficiaire ses enfants*

Signatures : 21

Doublons : 1

- Pétition publique 3470 - *Géint dat neit Gesetz iwwer den therapeutische Cannabis a fir d'Erhale vum Choix fir de Patient zwëschent dem Ueleg an de Bléien.*

Signatures : 94

Doublons : 2

- Pétition publique 3475 - *Pas de perte de salaire, lorsqu' une entreprise demande un chômage partiel pour difficultés économiques*

Signatures : 50

Doublons : 11

- Pétition publique 3478 - *Prolonger la phase 'orange' des feux de signalisation pour augmenter la sécurité routière et éviter des procès verbaux des radars 'feu et vitesse'*

Signatures : 27

Doublons : 3

- Pétition publique 3481 - *Lutter contre l'absentéisme abusif par des mesures de renforcement des contrôles voire de sanction.*

Signatures : 137

Doublons : 2

- Pétition publique 3489 - *Organiser un référendum sur la question pour ou contre l'ouverture systématique des magasins le dimanche.*

Signatures : 107

Doublons : 5

- Pétition publique 3491 - *Contre LuxTrust Mobile, la centralisation croissante des services publics dans le smartphone et la marchandisation de l'accès citoyen*

Signatures : 63

Doublons : 1

- Pétition publique 3492 - *Contravention ajustées en fonction du revenu.*

Signatures: 133

Doublons: 4

- Pétition publique 3494 - *Bessere Schutz für Patienten gegenüber der CNS (Kontrollärztlicher Dienst)*

Signatures : 53

Doublons : 1

- Pétition publique 3495 - *Augmentation du chèques service d'état pour les crèches au Luxembourg aider les parents.*

Signatures : 930

Doublons : 23

- Pétition publique 3504 - *Öffnung der Archive in Bezug auf die luxemburgische Kollaboration mit den Nazis.*

Signatures : 82

Doublons : 2

- Pétition publique 3516 - *Keng staatlech Accounts méi op X/Twitter - Benotzen a promovéiere vun net-kommerzielle Plattformen*

Signatures : 435

Doublons : 10

- **6 demandes de reclassement en pétitions ordinaires**

La Commission fait droit aux demandes de reclassement en pétitions ordinaires suivantes :

- Pétition publique 3436 - *Automatische anpassung der Steuertabelle bei jeder anfallender Indexerhöhung. (251 signatures)*
- Pétition publique 3439 - *Schließung der Cafés um 22:00/ totale Isolierung der Cafés (66 signatures)*
- Pétition publique 3476 - *Herzchirurgie und interventionelle Kardiologie / nicht nur im Zentrum des Landes (578 signatures)*
- Pétition publique 3426 - *Salaire pour les aidants familiaux de personnes gravement handicapées (1909 signatures)*
- Pétition publique 3459 - *Revalorisation et mise à niveau des conditions de l'attribution de la pension d'orphelin. (344 signatures)*
- Pétition publique 3460 - *Parents séparés - Demande d'évolution droits de visite et d'hébergement pour les papas de jeunes enfants. (518 signatures)*

- **22 clôtures où les pétitionnaires ne se sont pas prononcés en faveur d'un reclassement en pétition ordinaire**

La Commission procède à la clôture des pétitions suivantes :

- Pétition publique [3246](#) - *Arrêt des abus de facturation du code CP1 aux patients de médecins.*
- Pétition publique [3404](#) - *Interdiction de l'application TikTok au Luxembourg*
- Pétition publique [3341](#) - *Meilleure Coexistence : Un Permis Obligatoire pour Devenir Propriétaire de Chien*
- Pétition publique [3416](#) - *-LU: Nee zu Open-Space-Büroen: Fir Aarbechtsberäicher, déi eis Gesondheet an eis Produktivitéit schützen / -FR: Non aux open spaces: pour des espaces de travail qui protègent notre santé et notre productivité / -AN: No to Open Spaces: For Workspaces That Protect Our Health and Productivity*
- Pétition publique [3418](#) - *Demande de candidature pour devenir un état-membre du BRICS*
- Pétition publique [3428](#) - *Autorisation des salariés à se rendre aux rendez-vous médicaux sans prise de congé*
- Pétition publique [3431](#) - *Fir e bessert Versteesdemech am Verkéier : En zousätzleche Volet fir den theoretischen a praktesche Permis (Füersschäin), wat dem Ëmgang mat Cyclisten am Verkéier ugeet.*
- Pétition publique [3438](#) - *Demande de mise en place d'une loi sur le logement public pour les travailleurs transfrontaliers basée sur le modèle Singapourien.*
- Pétition publique [3441](#) - *Pour la semaine de 4 jours au Luxembourg : 40 heures en 4 jours pour plus de flexibilité et de bien-être*
- Pétition publique [3442](#) - *Grenzkontrollen fir a Letzebuerg eran*
- Pétition publique [3445](#) - *Verbot der Nutzung von Tieren beim Betteln!*
- Pétition publique [3450](#) - *Non aux accords Mercosur*
- Pétition publique [3453](#) - *Wehrpflicht: Ein Dienst für Luxemburg! / Obligatorischer Militärdienst: Für die Sicherheit und den Zusammenhalt unseres Landes*
- Pétition publique [3461](#) - *Pour une égalité des chances dans la fonction publique : Ouvrons les portes aux ressortissants des pays tiers*
- Pétition publique [3456](#) - *Commercialiser le carburant HVO100 pour le grand public*
- Pétition publique [3467](#) - *Für einen fairen Unterricht: Keine Handys bei Lehrpersonal während der Stunde!*
- Pétition publique [3473](#) - *Pour une Évaluation Plus Équitable : Offrir aux Élèves la Possibilité d'Améliorer leurs Notes par des Tests ou Dossiers Supplémentaires*

- Pétition publique 3474 - *Augmenter le nombre d'éducateurs dans les structures de garde pour les enfants de l'enseignement primaire*
- Pétition publique 3477 - *Autoversicherer sollten verpflichtet werden, dem Kunden im Schadensfall / 1. die günstigste Schadensabwicklung aufzuzeigen und ihn / 2. automatisch darüber in Kenntnis zu setzen, zu wessen Lasten der Schaden geht (Bonus-Malus-System)*
- Pétition publique 3480 - *Modifier la fiscalité l'année du divorce*
- Pétition publique 3496 - *Kennzeichnungspflicht fir all Zorte vun Juegd am Groussherzogtum Lëtzebuerg*
- Pétition publique 3498 - *Demande d'effet rétroactif au 1er janvier 2024 au lieu du 1er octobre 2024 - Réduction de la base imposable pour la perception des droits d'enregistrement et de transcription*
- **14 clôtures où les pétitionnaires n'ont pas réagi à la prise de position gouvernementale**

La Commission procède à la clôture des pétitions suivantes :

- Pétition 3401 - *Pétition pour l'amélioration de la propreté et l'ordre public : lutte contre les mégots et les crachats dans les espaces publics*
- Pétition 3380 - *Petitiou fir en legale Protokoll iwwer den Ënnerschrëft vun engem Aarbechtsvertrag am sozio-educative Secteur zu Lëtzebuerg*
- Pétition 3262 - *Congé de Citoyenneté Active*
- Pétition 3251 - *Encourager la philanthropie au Luxembourg: crédit d'impôt pour les dons à des organismes reconnues d'utilité publique et les ONG.*
- Pétition 3239 - *Électromobilité pour TOUS : subventions versées lors de l'achat*
- Pétition 3145 - *Ennerstëtzung vun der Europäischer Solar/PV Industrie*
- Pétition 3423 - *Opbau vun enger Drohnenproduktioun zu Lëtzebuerg fir d'Ënnerstëtzung vun der Ukraine*
- Pétition 3180 - *Petition Busking Luxembourg*
- Pétition 3417 - *Urlaub für pflegebedürftige Angehörige*
- Pétition 3412 - *Pétition pour la Réglementation des Frais de Gérance et la Limitation des Travaux Non Urgents dans les Immeubles au Luxembourg*
- Pétition 3186 - *Beschrëftung vun Uertschaftsschëlde ëmdréien: Lëtzebuergesch fir'd éischt. Ortsschilder zuerst auf LU. Town signs first in LU.*
- Pétition 3120 - *Oschafe vum CAE Kontrakt (Contrat d'Appui Emploi) oder fair Konditiounen fir den CAE Kontrakt.*
- Pétition 3135 - *Améliorer les conditions de retour au travail des femmes après le congé maternité/congé parental.*

- Pétition 3452 - *Assurer au moins un programme télévisé pour chaque pays européen dans l'offre des fournisseurs au Luxembourg*

- **30 prises de position du Gouvernement**

La Commission des Pétitions prend acte des prises de position gouvernementale suivantes et ordonne leur transmission aux pétitionnaires respectifs :

- Pétition 3485 - *Pétition concernant l'explication de la dénomination des marchés de Noël au Grand-Duché de Luxembourg*

Prise de position du 11 mars 2025 de la part de Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

- Pétition 3193 - *Den Token Luxtrust soll weiderhin bestoen bleiwen*

Prise de position du 11 mars 2025 de la part de Madame la Ministre de la Digitalisation

- Pétition 3486 - *Pétition concernant l'équilibre entre la maîtrise des langues étrangères et le professionnalisme au Grand-Duché de Luxembourg*

Prise de position du 11 mars 2025 de la part de Monsieur le Ministre de la Fonction publique

- Pétition 3487 - *Upassen vun den Öffnungszäiten am administrativen Beräich. Accessibilitéit beim Staat, Gemeng awer och am Privatsecteur ausbauen. Büroen op vu moies 6 Auer (06:00 Auer) bis Owes 10 Auer (22:00 Auer)*

Prise de position du 11 mars 2025 de la part de Monsieur le Ministre de la Fonction publique

- Pétition 3483 - *Pétition concernant les véhicules de police vides*

Prise de position du 11 mars 2025 de la part de Monsieur le Ministre des Affaires intérieures

- Pétition 3038 - *Un chemin piéton entre Sandweiler et la Prison de Schrassig .*

Prise de position commune du 11 mars 2025 de la part de Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et de Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

- Pétition 3399 - *Pétition pour l'établissement d'une législation concernant la suppression des parkings privés obligeant les véhicules à monter sur le trottoir devant les résidences*

Prise de position du 11 mars 2025 de la part de Monsieur le Ministre des Affaires intérieures

- Pétition 3444 - *Petitioun zu zwou Quellen zu Wëntreng*

Prise de position du 12 mars 2025 de la part de Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

- Pétition 3400 - *Pétition pour l'introduction d'un contrôle légal des parcs pour chiens et renforcer la réglementation des chiens sans laisse dans les lieux publics*

Prise de position commune du 13 mars 2025 de la part de Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et de Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

- Pétition 3233 - *Pétition pour encourager/favoriser le recyclage des capsules de café*

Prise de position du 14 mars 2025 de la part de Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

- Pétition 3035 - *Pétition pour la Mise en Place d'un Leasing Social pour les Voitures Électriques au Luxembourg*

Prise de position du 14 mars 2025 de la part de Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

- Pétition 3178 - *Antrag, dass die Grundvoraussetzungen zur Realisierung des „Green Deal“ auch beim Bürger umsetzbar gemacht werden.*

Prise de position commune du 20 mars 2025 de la part de Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité et de Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

- Pétition 3563 - *Tva appliquée aux rémunérations des enseignants de Luxembourgeois*

Prise de position du 24 mars 2025 de la part de Monsieur le Ministre des Finances

- Pétition 3592 - *Caméra par patrouille de police. / Les chefs d'états nous on mis en disposition des personnes t'elle que la police pour veiller et venir en aide au citoyen du Luxembourg. Comme dans tous les métiers il y a du bon et du mauvais. Il e semble plus que important que statut d'un policier en service doit être impeccable et surtout représenter notre pays. Les caméras sont des témoins important*

Prise de position du 25 mars 2025 de la part de Monsieur le Ministre des Affaires intérieures

- Pétition 3034 - *Gegen die Subventionierung des Wohnungsbauprojekts in Altrier, wenn es den Abriss der ehemaligen Schule beinhaltet.*

Prise de position du 31 mars 2025 de la part de Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

- Pétition 3398 - *Légalisation de la surveillance citoyenne en coopération avec les organisations locales pour l'amélioration de la propreté et de l'ordre public*

Prise de position du 31 mars 2025 de la part de Monsieur le Ministre des Affaires intérieures

- Pétition 3143 - *Botschaft an der Ukrain*

Prise de position du 31 mars 2025 de la part de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

- Pétition 3204 - *Einfach Petitioun fir d'Aféierung vun HVO 100 als Alternativ zu konventionellen Diesel*

Prise de position commune du 1^{er} avril 2025 de la part de Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et de Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

- Pétition 3025 - *Pétition afin de pouvoir garder les urnes de défunts à la maison.*

Prise de position du 1^{er} avril 2025 de la part de Monsieur le Ministre des Affaires intérieures

- Pétition 3543 - *Pétition pour le droit de se défendre*

Prise de position du 1^{er} avril 2025 de la part de Madame la Ministre de la Justice

- Pétition 3209 - *Härtere und vor allem konsequente Strafen bei Tierquälerei.*

Prise de position commune du 4 avril 2025 de la part de Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture et de Madame la Ministre de la Justice

- Pétition 3509 - *Pétition : Obligation de transparence dans la description des plats servis dans les restaurants*

Prise de position commune du 4 avril 2025 de la part de Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture, de Madame la Ministre de la Protection des consommateurs ainsi que de Monsieur le Ministre l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

- Pétition 3160 - *Petition zum Schutz der Bienenpopulation*
Prise de position commune du 8 avril 2025 de la part de Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture et de Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité
- Pétition 3536 - *Pétition pour l'introduction d'une obligation formelle de réponse par les autorités administratives et l'adoption d'un Code de procédure administrative*
Prise de position commune du 8 avril 2025 de la part de Madame la Ministre de la Justice et de Monsieur le Premier ministre
- Pétition 3510 - *Loi du 7 août 2023 sur les asbl et les fondations*
Prise de position du 11 avril 2025 de la part de Madame la Ministre de la Justice
- Pétition 3558 - *Demande de sanctions contre Israël en réponse aux violations du droit international et des droits de l'homme / Request for Sanctions on Israel in Response to Violations of International Law and Human Rights*
Prise de position du 11 avril 2025 de la part de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur
- Pétition 3147 - *Pétition ordinaire pour Lutter contre le Mobbing et le Cybermobbing dans les Écoles*
Prise de position du 23 avril 2025 de la part de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
- Pétition 2984 - *Inscrire dans la loi le droit pour le locataire de détenir un ou plusieurs animaux de compagnie de petite taille (inférieur à 2.5kg).*
Prise de position du 23 avril 2025 de la part de Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire
- Pétition 2826 - *Rendre les rapports des assistantes sociales du scass à transmettre au juge transparents - à la portée des familles concernées et signés par elles dans l'intérêt de tous .*
Prise de position du 28 avril 2025 de la part de Madame la Ministre de la Justice
- Pétition 3403 - *Entkriminalisieren vun Drogen*
Prise de position du 28 avril 2025 de la part de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

- **3 réactions de pétitionnaires**

La Commission des Pétitions prend acte des réactions suivantes et ordonne leur transmission aux auteurs des prises de position :

- Pétition 3517 - *Pétition concernant la terminologie des assurances familiales*
Réaction de la pétitionnaire du 14 mars 2025 à la prise de position de Monsieur le Ministre des Finances
- Pétition 3466 - *Procédure de transfert à un autre poste de travail pour des raisons de santé*
Réactions de la pétitionnaire du 25 mars 2025 et du 15 avril 2024 à la prise de position de Monsieur le Ministre du Travail

3. Analyse de demandes de pétition ordinaire et publique

- **12 DEMANDES DE PÉTITION ORDINAIRE (NOUVELLES ET REFORMULÉES)**

La Commission a traité l'ensemble des douze demandes de pétition ordinaire figurant à l'ordre du jour.

La Commission des Pétitions décide d'adresser des demandes de prise de position au sujet des pétitions ordinaires suivantes :

Numéro de la pétition ordinaire	Ministre(s) au(x)quel(s) la Commission décide d'adresser une demande de prise de position
3562	Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
3627	Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
3647 + 3649	Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil
3648	Ministre de la Justice Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Les auteurs des demandes de pétition ordinaire suivantes se voient adresser une demande de reformulation : 3623, 3635, 3636, 3639, 3640 et 3641.

La demande de pétition ordinaire 3632 fait l'objet d'une décision défavorable.

Échange de vues

Monsieur le Député Marc Goergen (Piraten) regrette qu'il ne soit pas possible de limiter le nombre de pétitions ordinaires qu'une personne peut soumettre dans un laps de temps donné, surtout que certains Ministres prennent réellement le temps de formuler des réponses détaillées et circonstanciées alors même que certaines pétitions sont si minimalistes que cela peut s'apparenter à un manque de respect. Madame la Députée Corinne Cahen (DP) partage cet avis. Il faut respecter le travail et le temps des fonctionnaires qui écrivent les réponses. Selon elle, les pétitions excessivement brèves ou incompréhensibles doivent être écartées afin de respecter le temps des Ministres et des agents. Madame la Députée Nancy Arendt ép. Kemp (CSV) partage cet avis.

- **5 DEMANDES DE PÉTITION PUBLIQUE REFORMULÉES**

La Commission a traité les cinq demandes de pétition publique reformulées figurant à l'ordre du jour.

DÉCISIONS FAVORABLES

La Commission des Pétitions a rendu une décision favorable quant à la recevabilité des quatre demandes de pétition publique reformulées suivantes :

- *Demande de pétition publique **3528** - Réduction des heures scolaires dans les lycées*
Dépôt: le 16.01.2025 à 11:34
Pétitionnaire: Monsieur Karim Chakir

- *Demande de pétition publique **3537** - Pouvoir rentrer sa déclaration d'impôts 2025 à partir de la date habituelle dès février 2026 !*

Dépôt: le 22.01.2025 à 16:28

Pétitionnaire: Monsieur François Christian Jean-Marie Lange

- *Demande de pétition publique **3546** - Erweiterung der Bedingungen und finanzielle Erhöhung der postnatalen Prämie*

Dépôt: le 29.01.2025 à 15:54

Pétitionnaire: Monsieur Claude Muller

- *Demande de pétition publique **3561** - Vente de Biens Immobiliers sur la Base de Tickets Numérotés*

Dépôt: le 07.02.2025 à 22:05

Pétitionnaire: Monsieur Laurent Scholler

DEMANDE DE REFORMULATION

La Commission des Pétitions a émis une demande de reformulation à l'égard de la demande de pétition publique reformulée suivante :

- *Demande de pétition publique **3581** - Ausschluss der ADR-Partei aus der Chamber wegen der Unterstützung von Hass und Spaltung.*

Dépôt: le 18.02.2025 à 19:39

Pétitionnaire: Monsieur Romain Braun

Motivation

Die Namen von politischen Parteien dürfen nicht im Titel erscheinen. Der Petent wird daher gebeten, die Petition in diesem Punkt umzuformulieren. Er könnte den Titel beispielsweise wie folgt umformulieren: „Ausschluss von Parteien und Abgeordneten aus dem Parlament, die Hass und Spaltung unterstützen“, ohne dass eine Verpflichtung zur Annahme besteht.

Der Name der Partei darf aber im Ziel und in der Begründung des allgemeinen Zwecks als Beispiel benutzt werden.

47 NOUVELLES DEMANDES DE PÉTITION PUBLIQUE

Au vu du nombre important de nouvelles demandes de pétition publique figurant à l'ordre du jour, la Commission des Pétitions n'a pu en traiter qu'une partie (10). Le restant (37) figurera à l'ordre du jour de la prochaine réunion de la Commission.

DÉCISIONS FAVORABLES

La Commission des Pétitions a rendu une décision favorable quant à la recevabilité des quatre nouvelles demandes de pétition publique suivantes :

- *Demande de pétition publique **3589** - Pétition pour l'abolition de la confidentialité pour les pédophiles et les prédateurs sexuels et le renforcement des peines*

Dépôt: le 22.02.2025 à 08:38

Pétitionnaire: Monsieur Denis Profico

- *Demande de pétition publique **3591** - Staatlech Ënnerstëtzung fir de Motosführerschäin fir Jugenlecher zu Lëtzebuerg*

Dépôt: le 22.02.2025 à 14:32

Pétitionnaire: Monsieur Jason Genot

○ *Demande de pétition publique **3595** - Les Cours en Français dans toutes Les Écoles¹*
Dépôt: le 27.02.2025 à 15:58
Pétitionnaire: Monsieur Marco Bertini

○ *Demande de pétition publique **3599** – Possibilité de construire une mosquée dotée d'un minaret au Grand-duché²*
Dépôt: le 02.03.2025 à 18:21
Pétitionnaire: Monsieur Admir Canovic

Échange de vues

Monsieur le Député Gilles Baum (DP) se demande si la *demande de pétition publique **3595** - Les Cours en Français dans toutes Les Écoles* n'est pas quelque peu superfétatoire étant donné que l'accent est mis sur l'apprentissage du français dès le Cycle 1 et que les cours de français débutent lors du Cycle 2. Monsieur le Député Maurice Bauer (CSV) estime que la demande de pétition est tout à fait classique et ne considère que sa recevabilité doit être mise en cause. Madame la Députée Corinne Cahen (DP) estime, en revanche, que l'emploi des termes « discriminer » et « discrimination » dans la pétition est inadéquat. Madame la Présidente de la Commission des Pétitions, Francine Closener (LSAP), est d'avis que dans sa formulation actuelle, le texte de la pétition allègue des discriminations. Ces dernières sont-elles établies, se demande l'oratrice. Autrement, il s'agit d'une fausse information. Selon Monsieur le Député Marc Goergen (Piraten), il faudrait répondre à une question de principe pour pouvoir trancher : l'emploi ou le non-emploi d'une langue peut-il être constitutif de discrimination ? Il est d'avis que c'est le cas. Madame la Députée Corinne Cahen (DP) tient à souligner que la pétition est pertinente quant au fond et particulièrement dans le contexte du projet pilote permettant l'alphabétisation en français. Cependant, une formulation différente serait la bienvenue.

Madame la Présidente Francine Closener (LSAP) suggère de proposer au pétitionnaire que le terme « discriminer » soit remplacé par celui de « défavoriser » et que « discrimination » soit remplacée par « désavantage ». Dans l'hypothèse où le pétitionnaire accepte ces changements, la pétition fait automatiquement l'objet d'une décision favorable.

Les membres de la Commission soutiennent cette proposition.

Madame la Députée Corinne Cahen (DP) se demande, à l'égard de la *demande de pétition publique **3599** – Autorisation de construction d'une mosquée au Grand-Duché avec une minarette.*, si la revendication ne porte pas en réalité sur le financement et la mise à disposition d'un terrain. Monsieur le Député Meris Sehovic (déi gréng) est d'avis que la construction d'une mosquée avec un minaret serait bénéfique pour le pays et la cohésion sociale. Cependant, il considère que la pétition est irrecevable en ce que la délivrance de permis de construire relève de l'autonomie communale et qu'aucune loi ne semble interdire les minarets. Madame la Députée Liz Braz (LSAP) croit savoir, au contraire, que les minarets sont interdits. Monsieur le Député Maurice Bauer (CSV) se prononce en faveur de la recevabilité de la pétition. En revanche, Monsieur le Député Meris Sehovic (déi gréng) estime que la Chambre se montrerait déloyale envers le citoyen si elle admettait une pétition tout en sachant qu'elle n'est pas compétente pour mettre les revendications en œuvre. Monsieur le Député Jean-Paul Schaaf (CSV) croit savoir qu'un projet de loi visant à simplifier les procédures administratives pour les projets de construction³ a été déposé. Il se demande si la pétition ne devrait pas être

¹ Texte de la pétition adapté par la Commission des Pétitions avec l'accord du pétitionnaire.

² Intitulé de la pétition adapté par la Commission des Pétitions avec l'accord du pétitionnaire. Intitulé initial : « Autorisation de construction d'une mosquée au Grand-Duché avec une minarette. »

³ Projet de loi n° 8480 déposé le 21 janvier 2025. Consultable sur : <https://www.chd.lu/de/dossier/8480>.

analysée dans ce contexte. Madame la Présidente Francine Closener (LSAP) croit comprendre que le problème réside dans les termes « Autorisation de construction » qui renvoient au permis de construire et donc à l'autonomie communale. Elle propose d'émettre une décision favorable à condition que le pétitionnaire accepte que l'intitulé soit reformulé afin d'éviter toute ambiguïté.

Les membres de la Commission valident cette approche.

DEMANDES DE REFORMULATION

La Commission des Pétitions a émis une demande de reformulation à l'égard des quatre demandes de pétition publique suivantes :

- *Demande de pétition publique **3593** - Adaptation salaire NET pour le cheque service.*

Dépôt: le 24.02.2025 à 16:06

Pétitionnaire: Madame Sylvie Da Silva Rocha

Motivation

- L'intitulé doit rendre compte succinctement du but poursuivi par la pétition. Or, en l'espèce, il porte à confusion. La Commission des Pétitions propose à la pétitionnaire de le reformuler de la façon suivante, sans aucune obligation d'acceptation de sa part : « Pour l'adaptation du chèque service sur le salaire NET ».

- La pétition publique doit porter sur une thématique d'intérêt général et l'utilisation de la forme personnelle ou la référence à l'expérience personnelle n'est pas permise. La motivation de la pétition est à reformuler de façon à éliminer les pronoms personnels ('je', 'nous', etc.) et la référence à la situation personnelle.

- *Demande de pétition publique **3596** - TDA/H: plus de soutien et aides aux personnes détectées trop tard au niveau scolaire*

Dépôt: le 01.03.2025 à 08:44

Pétitionnaire: Madame Nicole Da Silva Saltao

Motivation

- Les abréviations ne sont pas permises dans d'intitulé. Dès lors, il est nécessaire d'écrire « TDA/H » en toutes lettres.

- La pétition publique doit porter sur une thématique d'intérêt général et l'utilisation de la forme personnelle ou la référence à l'expérience personnelle n'est pas permise. La motivation de la pétition est à reformuler de façon à éliminer les pronoms personnels ('je', 'nous', etc.) et la référence à la situation personnelle.

- *Demande de pétition publique **3597** - Aider encore plus massivement l'Ukraine*

Dépôt: le 02.03.2025 à 05:42

Pétitionnaire: Monsieur Laurent Terrassier

Motivation

- La motivation de l'intérêt général de la pétition est censée détailler les raisons d'être et les arguments en soutien à la pétition. En l'espèce, la motivation est excessivement brève et doit être étoffée.

- La pétition publique doit porter sur une thématique d'intérêt général et l'utilisation de la forme personnelle ou la référence à l'expérience personnelle n'est pas permise. Partant, la dernière phrase du but de la pétition est à supprimer.

- *Demande de pétition publique **3598** - Les chômeurs luxembourgeois titulaires d'une formation supérieure et d'un diplôme reconnu au Luxembourg ou au Benelux sont automatiquement orientés par l'Adem vers le service Adem Coach et sont traités en*

fonction de leurs qualifications académiques et de leur expérience professionnelle (Article 622-3(1) Code du Travail).

Dépôt: le 02.03.2025 à 15:14

Pétitionnaire: Monsieur Ivan Nizer Gonsalves

Motivation

- L'intitulé de la pétition publique doit rendre compte succinctement de l'objectif poursuivi par celle-ci. En l'espèce, l'intitulé est excessivement long et contient des éléments qui devraient figurer dans le but de la pétition.

- Dans le but de la pétition, la Commission des Pétitions regrette l'allégation selon laquelle les résidents luxembourgeois hautement qualifiés sont marginalisés. Elle propose de reformuler ce passage et d'indiquer que ceux-ci se « sentent marginalisés ». La même réflexion vaut également pour la première phrase de la motivation de l'intérêt général de la pétition qui parle de milliers de personnes dans cette situation. Il serait plus opportun de parler de « nombreuses personnes ».

Échange de vues

Dans le cadre de la *demande de pétition publique 3598 - Les chômeurs luxembourgeois titulaires d'une formation supérieure et d'un diplôme reconnu au Luxembourg ou au Benelux sont automatiquement orientés par l'Adem vers le service Adem Coach et sont traités en fonction de leurs qualifications académiques et de leur expérience professionnelle (Article 622-3(1) Code du Travail).*, Madame la Présidente Francine Closener (LSAP) considère que les propos selon lesquels les résidents luxembourgeois hautement qualifiés sont « marginalisés » par l'ADEM sont excessifs et dénués de fondement. Au contraire, Monsieur le Député Maurice Bauer (CSV) estime que ces propos reflètent simplement le ressenti personnel du pétitionnaire. Madame la Députée Corinne Cohen (DP) ne contredit pas l'orateur précédent, mais souligne qu'en déclarant la pétition recevable, la Commission confirme la véracité des propos tenus par le pétitionnaire. Madame la Présidente Francine Closener (LSAP) partage cet avis. Déclarer la pétition en l'état recevable, revient à confirmer l'information selon laquelle les résidents luxembourgeois hautement qualifiés sont marginalisés par l'ADEM. Madame la Députée Liz Braz (LSAP) pense qu'il faille faire une différence entre les faits scientifiques, tels que l'inexistence des *chemtrails*, et le ressenti d'une personne face à sa situation. Madame la Présidente Francine Closener (LSAP) souhaite attirer l'attention des membres de la Commission sur le fait qu'une discussion similaire a eu lieu lors de l'analyse de la pétition publique 3198⁴, finalement déclarée recevable car les députés ont considéré que cela n'était pas discriminatoire puisque le pétitionnaire ne faisait qu'exprimer son ressenti. Monsieur le Député Meris Sehovic (déi gréng) indique ne pas voir de parallélisme avec la pétition publique 3198. Monsieur le Député Marc Goergen (Piraten) estime qu'il faudrait mettre en balance les libertés d'opinion et d'expression, d'une part, et l'importance de se tenir aux faits établis, d'autre part, ce qui n'est pas anodin. Selon lui, il serait utile d'ajouter un *disclaimer* sur le site des Pétitions indiquant clairement que les pétitions publiées ne reflètent pas les positions de la Chambre des Députés. Madame la Députée Corinne Cohen (DP) tient à signaler que le député fait état de milliers de personnes marginalisées. L'oratrice doute que le député ait procédé à un sondage de sorte que ces chiffres sont très vraisemblablement faux ou, du moins, ne peuvent être vérifiés. Monsieur le Député Maurice Bauer (CSV) regrette la nouvelle orientation que semble prendre la Commission des Pétitions en accordant une importance excessive à la sémantique. Madame la Députée Liz Braz (LSAP) partage cet avis. Madame la Députée Corinne Cohen (DP) insiste sur le fait qu'il est nécessaire de distinguer les pétitions où il ressort clairement que le pétitionnaire exprime une opinion et celles où il fait passer ses opinions pour des faits. Madame la Présidente Francine Closener

⁴ La pétition publique 3198 est consultable sur : <https://www.petitiounen.lu/fr/petition/3198?type=PUB>.

(LSAP) se rallie à l'oratrice précédente. Monsieur le Député Maurice Bauer (CSV) trouve cette approche dangereuse, notamment dans la mesure où les députés, en raison de leur fonction, ont un accès plus large à l'information. Madame la Députée Liz Braz (LSAP) estime que tant que la Commission ne peut prouver que des milliers de personnes ne sont pas marginalisées, l'information n'est pas nécessairement fausse. Madame la Députée Corinne Cohen (DP) ajoute que la présente pétition, en faisant passer des ressentis comme des faits, constitue une attaque envers le Ministre du Travail, le Directeur de l'ADEM et ses agents. Madame la Députée Liz Braz (LSAP) estime que cet argument est sans objet – la Commission n'a pas vocation à défendre l'image du Gouvernement ou de ses administrations. Monsieur le Député Marc Goergen (Piraten) considère que si des milliers de citoyens signent la pétition, alors les propos du pétitionnaire sont vrais. Pour Monsieur le Député Paul Galles (CSV) il est important qu'il soit indiqué sur le site Internet des Pétitions que celles-ci ne reflètent pas nécessairement l'avis de la Chambre. En outre, la liberté d'expression est limitée par le principe de non-discrimination. Madame la Députée Liz Braz (LSAP) et Monsieur le Député Maurice Bauer (CSV) estiment que le public est bien conscient que les pétitions reflètent uniquement la position de leurs auteurs et de leurs signataires, et non pas celle de la Chambre des Députés. En conséquence, un *disclaimer* ne leur semble pas utile. Monsieur le Député Ben Polidori (LSAP) estime que la distinction entre faits et opinions est capitale. Monsieur le Député Jean-Paul Schaaf (CSV) estime que le mieux serait de proposer au pétitionnaire d'indiquer que des milliers de personnes *se sentent* marginalisées. Les membres de la Commission suivent cette proposition.

DÉCISIONS DÉFAVORABLES

La Commission des Pétitions a rendu une décision défavorable quant à la recevabilité des deux nouvelles demandes de pétition publique suivantes :

- *Demande de pétition publique **3590** - Pour l'interdiction définitive et immédiate des chemtrails dans l'espace aérien luxembourgeois comme dans d'autres pays européens et certains états des USA*

Dépôt: le 22.02.2025 à 10:31

Pétitionnaire: Madame Catherine Bürgy

Motivation

La présente demande de pétition publique est basée sur de fausses informations ou des informations ne sachant être vérifiées. En effet, les *chemtrails* n'existent pas.

- *Demande de pétition publique **3594** - Construction d'une central nucléaire*

Dépôt: le 27.02.2025 à 11:18

Pétitionnaire: Monsieur Maxime Bourdis

Motivation

La présente demande de pétition publique est jugée similaire, quant à son fond, à la pétition publique **3585** – *Demande de Référendum : Pour ou contre la construction d'une centrale nucléaire au Luxembourg afin d'assurer notre indépendance énergétique.*, déposée le 19 février 2025 et publiée le 19 mars 2025.

Partant, la présente demande de pétition publique est irrecevable en raison de l'article 165ter, paragraphe 3, point 14°, du Règlement de la Chambre des Députés qui prévoit qu'une demande de pétition publique similaire, quant à son fond, à une autre pétition publique publiée au cours des douze derniers mois ou dont le délai de signature est arrivé à échéance aux cours des douze derniers mois, est irrecevable.

4. Divers

Madame la Présidente Francine Closener (LSAP) fait état de la lettre que lui a adressée le Président de la Chambre des Députés au nom de la Conférence des Présidents le 24 avril 2025. Il y propose à la Commission des Pétitions d'adopter des règles de bonne conduite dans le cadre des pétitions publiques afin d'assurer des échanges respectueux entre les pétitionnaires et la Chambre des Députés. Il est également proposé d'abandonner la règle selon laquelle les députés ne peuvent pas exprimer leurs positions pendant le débat. La présidente considère que les pistes proposées sont intéressantes et suggère d'inclure ce point à l'ordre du jour d'une future réunion.

Les membres de la Commission marquent leur assentiment.

Procès-verbal approuvé et certifié exact